ABONNEMENT

SAUMUR : Un an 30 fr. Six mois 16 Trois mois 8

Poste :

Un an 35 fr. Six mois 18 Trois mois 10

On s'abonne :

A SAUMUR, Au bureau du Journal ou en envoyant un mandat sur la poste, et chez tous les libraires.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS

Annonces, la ligne . . . 30 Réclames, — 30 Faits divers, — 75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sans restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier le rédaction en annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi. Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne :

A PARIS, A L'AGENCE HAVAS 8, place de la Bourse.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR, 19 DÉCEMBRE

RETOUR AU SCRUTIN D'ARRONDISSEMENT

Le conseil des ministres a pris, samedi dernier, une résolution qui montre dans quel désarroi le gouvernement et le parti républicain sont tombés. Le conseil s'est prononcé, en effet, pour le rétablissement du scrutin d'arrondissement. Si l'on veut bien se rappeler que M. Floquet et la plupart de ses collègues ont été de fougueux partisans du scrutin de liste, on en conclura qu'il a fallu un motif bien grave pour les amener à s'infliger à eux-mêmes un désaveu aussi flagrant, et à abandonner publiquement une opinion qu'ils ont si longtemps professée.

Ce motif, ce n'est rien moins que l'intérêt supérieur, que le salut de la République. Toutes les considérations d'amour-propre et de dignité personnelle ont dû céder devant cette raison impérieuse.

« Les convictions les plus anciennes, dit la République française, les plus légitimes amours-propres ne sauraient peser le poids d'un fétu de paille, quand l'intérêt supérieur de la liberté de la République est en jeu. M. Floquet a sacrifié son amour-propre et ses convictions à cet intérêt. »

Il est à craindre, malheureusement pour M. Floquet, qu'il n'ait sacrifié ses convictions et son amour-propre à un intérêt chimérique. Ce n'est pas, en effet, la substitution d'un mode de scrutin à un autre qui peut sauver un gouvernement que des fautes de toute nature ont compromis. Le fait même que les chefs de ce gouvernement ont recouru à un semblable moyen de salut suffit à montrer combien sa situation est désespérée.

Le rétablissement du scrutin d'arrondissement ne changera rien à la situation et ne la rendra pas meilleure. Il ne sera pas disparaître les difficultés contre lesquelles le gouvernement républicain se débat. Les impôts n'en seront pas moins accablants et le budget n'en sera pas moins en déficit ; le

dés crédit dans lequel est tombée la majorité républicaine n'en sera pas moins profond, et l'exaspération causée par la politique du gouvernement n'en sera pas diminuée. Ce qu'il faudrait changer, ce n'est pas le mode du scrutin en vertu duquel les élections auront lieu, ce sont les sentiments des électeurs.

Ces sentiments se manifesteront aussi librement avec le scrutin d'arrondissement qu'avec le scrutin de liste. On n'étouffe pas la voix du suffrage universel, on n'impose pas silence à sa conscience par les habiletés de stratégie électorale. On n'y réussit même pas en employant la violence, M. Gambetta l'a éprouvé en 1877. Quoi qu'on fasse, le suffrage universel parlera.

Si la substitution du scrutin d'arrondissement au scrutin de liste avait pu se faire brusquement, au début de la période électorale, à la façon d'un coup d'Etat, elle aurait pu jeter un trouble momentané dans les dispositions prises par les conservateurs, en vue des élections. Mais, ainsi annoncé longtemps à l'avance, le coup d'Etat électoral tenté par M. Floquet ne donnera pas les résultats que le gouvernement s'en promet. Tout le monde aura le temps de se préparer à la lutte, les conservateurs aussi bien que les républicains, et tout ce que ceux-ci auront gagné à la substitution du scrutin d'arrondissement au scrutin de liste aura été de montrer quel cas ils font de leurs convictions et avec quelle désinvolture ils les sacrifient à leurs intérêts électoraux.

Quant aux institutions, nous ne voyons pas ce qu'elles peuvent gagner à la constatation faite par le gouvernement lui-même, que leur existence est à la merci du scrutin.

LOUIS JOLY.

ILS ONT PEUR !

Lorsqu'on relira l'histoire du parlementarisme sous la troisième République, ce qui frappera surtout, c'est la fixité dans les opinions de tous ceux qui auront eu le maniement des affaires. Ministre et majorité,

gouvernement et députés passent leur temps à se déjuger.

Tout aussi bien en matière économique, financière, militaire ou électorale, ce qu'ils ont défendu avec acharnement la veille, et voté avec enthousiasme, comme la reine des panacées, est le lendemain conspué, attaqué et renversé avec non moins d'enthousiasme.

Ce qui se passe en ce moment à propos du système de votation, est une nouvelle preuve de ce « girouettisme » incurable dont nos honorables sont atteints, véritable cancer qui résiste à tous les traitements.

Le scrutin de liste a été déclaré solennellement le meilleur procédé pour arriver à une équitable représentation de la France ! Le scrutin d'arrondissement fut voté aux gémonies, c'était lui qui avait favorisé les réactionnaires !

A bas le scrutin d'arrondissement ! Vive le scrutin de liste !

Aujourd'hui tout est changé : Mort au scrutin de liste ! Vive le scrutin d'arrondissement !

Le gouvernement lui-même donne l'exemple de cette palinodie grotesque qui a fait comparer notre Parlement à un théâtre de marionnettes.

Et pourquoi ces tergiversations, pourquoi cette mobilité dans les idées ? — Pour une seule raison : la peur du boulangisme ! Oui, ils ont peur de la révision, et cette peur est si formidable, qu'ils n'ont même pas le tact de la cacher.

Eh ! citoyens, votre effolement est votre condamnation ! vous rédigez votre testament ! Vous dressez le procès-verbal de votre agonie !

Refaites les lois, torturez le suffrage universel, accentuez la pression électorale : rien ne peut vous sauver.

Le découpage électoral

C'est une affaire entendue, les républicains vont voter le rétablissement du scrutin d'arrondissement.

15 Feuilleton de l'Écho Saumurois.

L'Héritage de l'Oncle Broc

Par PIERRE FORTURA

En vain, Bertrand Arpingard demanda des explications à M^{me} Cernay, elle ne put lui répondre ; elle crut cependant pouvoir affirmer que rien n'ébranlerait la résolution de sa fille.

— Mais, reprit Bertrand Arpingard à bout d'arguments, c'est un beau parti que M^{lle} Cécile Cernay refuse. Bien des jeunes filles, plus riches, ajouta-t-il avec fatuité, ne négligeraient pas l'occasion offerte, pour accepter une position enviable, une belle situation de fortunée.

— Lui avez-vous fait valoir cette dernière raison ?

— Oui, certainement.

— Et qu'a-t-elle répondu ?

— Dame, ce que vous lui aviez dit bien des fois vous-même, « la fortune ne fait point le bonheur, » ou quelque chose d'approchant, qu'elle aura lu dans les livres que vous lui prêtiez...

— C'est vrai, c'est vrai, je le lui ai dit ! mais c'est moi qui cherchais le bonheur, loin de la richesse, en la choisissant pauvre ; et mon désintéressement aurait dû la toucher... Mais ne pour-

rai-je au moins lui parler un moment ?

L'excellente M^{me} Cernay ne pouvait donner d'autres réponses à Bertrand Arpingard, et c'est avec un bien réel embarras qu'elle lui apprit qu'il ne pouvait revoir Cécile. Son obstination résistait à toutes les raisons maternelles.

Bertrand partit, déchirant de fureur son gant dans l'escalier. — Ne pas pouvoir obtenir même de donner une explication ! — Une lettre ? — elle resterait évidemment sans réponse comme les demandes de vive voix que je viens d'adresser à M^{me} Cernay. — Mais, qui donc peut m'avoir desservi à ce point que tout vient ainsi à rompre soudainement, lorsque tout s'annonçait si bien ?

Et il cherchait.

Raoul Deschamps lui revint à l'esprit.

— Mais non, ce ne peut être lui... puisque j'ai pris soin de le mettre hors d'état de nuire. Il est actuellement à Clichy entre quatre murs, peu en état de donner de crocs-en-jambes à mes projets de mariage !

C'est en quoi précisément Bertrand se trompait, car Raoul depuis le matin était libre. Monsieur son père avait bien voulu signer l'exeat au grand contentement, d'ailleurs, des créanciers.

XV

Un matin que M. Deschamps père se promenait dans son beau domaine, il vit arriver avec sur-

prise, mais avec plaisir, M. Arpingard, son avoué et son ami.

— Et quel bon vent vous amène ? lui dit-il, voilà longtemps que je ne vous ai vu à la Sorbière, je vais vous montrer tous les aménagements nouveaux dont je l'ai embellie.

M. Deschamps ne se lassait point de promener chez lui ceux qui lui rendaient visite ; il ne manqua point de montrer à M^{re} Arpingard son beau logis, solide et massif, qui dominait d'immenses servitudes.

Les granges, les écuries, concordèrent admirablement, et M^{re} Arpingard qui avait quelque chose de très délicat à communiquer à M. Deschamps, faisait semblant d'admirer, mais ce n'était point sans une arrière-pensée fâcheuse.

— Est-ce dommage ! murmura-t-il enfin.

— Hein ! fit M. Deschamps.

— J'ai dit : Est-ce dommage de se donner tant de peine pour des arrangements dont on ne profitera pas toujours.

M. Deschamps se mit à rire.

— Ha ! ça, mais voilà de la haute philosophie, M^{re} Arpingard, nous connaissons depuis le collège l'instabilité des choses humaines... mais vous n'êtes pas pressé, il faut que je vous montre mon étable, quarante bêtes à cornes, je défile de trouver mieux dans les environs.

M^{re} Arpingard suivit M. Deschamps à l'étable

que celui-ci voulait lui faire visiter.

— Vous êtes bien aimable d'être venu me voir, disait M. Deschamps... Et vous n'êtes point gentil de me rappeler que l'homme est mortel et qu'il lui faudra quitter un jour ou l'autre les biens auxquels il tient tant...

— Mais j'ai encore bon estomac, Dieu merci... Tenez, voyez quel coup d'œil !

Les portes de l'étable, ouvertes à deux battants, laissaient voir en effet un pittoresque tableau : des bêtes bien encornées en bel état, rangées en file, regardaient de leurs yeux ronds les visiteurs et ruminèrent lentement.

— Donneriez-vous beaucoup pour conserver tout cela ? Vous y paraissez tenir !

— Je l'avoue ; mais, mon cher maître, faites-moi le plaisir de m'expliquer maintenant ces réticences... Voyons, que voulez-vous dire ?

— Des choses importantes, monsieur Deschamps ; je viens exprès.

— Importantes ?

— Certes !

— Un procès, peut-être ?

— Un procès ! oui et non, en tout cas vous seriez sûr de le perdre, si vous l'engagez.

— Vous m'effrayez... Est-ce une plaisanterie !

— Je le souhaiterais pour vous.

— Allons, parlons franc. Qu'y a-t-il ?

— Eh bien, il y a que vous avez eu tort de

Mais ils vont le voler dans des conditions toutes spéciales.

Le gouvernement, paraît-il, est en train de préparer une combinaison destinée à lui assurer la victoire.

Cette combinaison consiste dans un tripatouillage habile de la matière électorale, c'est-à-dire dans une dissection savante des départements en circonscriptions.

Déjà les mathématiciens officiels passent les nuits courbés sur la carte qui indique toutes les communes de France avec leurs opinions.

Il s'agit de diviser et de grouper ces communes de manière à ce que la division et le groupement donnent un résultat républicain.

Ce n'est pas une mince besogne, et M. Floquet, qui a de grandes aptitudes pour les calculs, ne dédaigne pas, dit-on, de s'en occuper personnellement.

Besogne très honnête, comme on le voit, et qui a pour but d'estropier le suffrage universel, afin de le faire entrer, bon gré mal gré, dans les idées gouvernementales.

Les efforts de nos cornacs réussiront-ils ?

Où bien cette manœuvre, qui est digne de la plus répugnante tyrannie, aura-t-elle au contraire pour effet de soulever les électeurs contre la République ?

Car, hélas ! les élections de ces temps derniers prouvent combien il faut que le suffrage universel ait été trompé souvent par les saltimbanques politiques avant de s'apercevoir qu'ils se sont moqués de lui !

Nous voulons espérer, pourtant, que la France est près du réveil.

Et, si ce réveil doit avoir lieu, ce ne sera pas le petit découpage malpropre de M. Floquet qui l'empêchera.

La question de Panama

Les administrateurs judiciaires de la société de Panama ont décidé que tous les actionnaires, quelque soit le nombre des titres qu'ils possèdent, seront admis à faire partie de l'assemblée générale extraordinaire dont la convocation a été arrêtée lundi.

D'après les statuts, cette réunion ne peut pas avoir lieu avant un mois et il est impossible d'en avancer la date.

On cherche une combinaison pour réunir officiellement les obligataires ou tout au moins les représentants des obligations, car on ne peut espérer de les rassembler tous dans une salle, si vaste soit-elle.

En résumé, les plus courageux efforts sont tentés pour conjurer le désastre que le vote de la Chambre a pu faire redouter.

Une dépêche de Paris, 48 décembre, est ainsi conçue :

« D'après les dernières informations, une commission d'ingénieurs serait envoyée à Panama pour étudier sur place la situation réelle de l'entreprise. Si les résultats de cette étude étaient conformes aux renseignements publiés par la Compagnie de Panama et à ses prévisions, il serait alors formé, avec le concours des grands établissements de crédit, une société qui se chargerait de l'achè-

vement du canal en réservant un intérêt sur les bénéfices, sinon aux actionnaires, du moins aux obligataires.

» Ces projets feront certainement l'objet d'une communication à l'assemblée générale dont on annonce la prochaine convocation. »

Aujourd'hui que la panique de la première heure est passée, il est nécessaire de se rendre compte de la situation faite aux différents porteurs de titres.

La situation des actionnaires est en effet différente. Les obligataires ont tout droit d'espérer que la nouvelle société leur donnera d'importants privilèges.

Quant aux actionnaires, ils ne peuvent légalement, d'ailleurs, rien espérer qu'après le remboursement complet de tous les anciens obligataires.

La panique qui, lundi encore, a frappé les obligataires est donc exagérée.

Quant à M. de Lesseps, il n'a rien perdu de son énergie.

Si nous sommes bien informés, voici quel serait le plan auquel il se serait arrêté avant-hier, d'accord avec les administrateurs provisoires.

M. de Lesseps, à aucun prix, ne voudrait abandonner son œuvre aux financiers qui, profitant d'une situation privilégiée, ont jeté bas le Panama.

Il ne voudrait même avoir recours à aucun établissement de crédit.

Il voudrait seulement s'adresser aux porteurs de titres actuels, et leur demander simplement de faire un nouvel effort.

Bien entendu, ce nouvel emprunt serait absolument privilégié.

En présence des témoignages innombrables de confiance qu'il a reçus, M. de Lesseps estime qu'il n'a autre chose à faire qu'à avoir recours à ses anciens associés.

Tout danger de faillite paraît écarté.

D'après certains on-dit, on serait déjà arrivé à ce premier résultat de constituer un fonds de 30 millions gagé sur le chemin de fer qui traverse la Colombie et qui appartient à la Compagnie du Panama, ce qui permettrait de faire face aux échéances actuelles des travaux mêmes du percement de l'isthme.

On lit dans le *Journal du Loiret* :

« On commence à croire, depuis hier, que l'affaire de Panama n'aura pas été seulement une entreprise malheureuse, mais qu'elle sera féconde en scandales.

» Il est aujourd'hui certain que les chiffres énoncés depuis trois ans, dans les rapports officiels par lesquels la Compagnie rendait compte de l'état des travaux, étaient en partie fictifs.

» Le gouvernement connaissait la vérité ; il l'a dissimulée au public, alors même qu'il autorisait les émissions. Le rapport de M. Rousseau l'avait éclairé. Mais ce n'était pas le seul. Nous pouvons affirmer qu'il y a trois ans, un officier de marine, envoyé à Panama pour constater la situation réelle, revint avec un rapport où il était déclaré,

démontré que l'entreprise était irréalisable et l'affaire ruineuse.

» C'est là ce qui rend si grande la responsabilité, la culpabilité du gouvernement. »

La suspension des paiements de la Compagnie du Canal interocéanique de Panama ne concerne pas l'amortissement des obligations de l'emprunt du 14 mars 1888 (*obligations nouvelles, 3^e série*), ainsi que le paiement des lots de l'emprunt du 26 juin dernier, garantis, comme l'on sait, par un dépôt de rentes françaises ou de titres garantis par le gouvernement français.

À la suite de l'emprunt à lots, une Société civile indépendante de la Compagnie de Panama s'est constituée, pour surveiller le dépôt de 86 à 89 millions fait au Crédit Foncier.

Ce dépôt est toujours intact et assure, soit le paiement des lots qui sortiront à tous les tirages, soit le remboursement des obligations nouvelles, troisième série.

La Compagnie de Panama suspend seulement le paiement de tous les coupons et le remboursement des obligations antérieures à l'emprunt du 14 mars dernier.

FUITE D'UN AGENT DE CHANGE

La Bourse a été lundi assez émue par la nouvelle de la disparition subite d'un agent de change.

M. Frédéric Bex a pris la fuite, laissant un déficit évalué à douze millions. M. Bex avait acheté, il y a six mois à peine, la charge de M. Emile-Alphonse Reumont, transférée depuis peu du n° 21 au n° 5 de la rue Drouot : son honorabilité semblait excellente, et l'on croyait son crédit des mieux établis. Cependant, des spéculations malheureuses, faites à l'insu de ses associés et pour son compte personnel, sur les *Métaux* et le *Panama*, avaient, depuis quelques semaines, compromis gravement sa situation financière. Il avait samedi un découvert de 10,000 *Rio-Tinto* et de 20,000 *Panama* ; dans la soirée, il apprit le vote de la Chambre. C'était sa ruine ; il s'enfuit.

Lundi matin, M. Hart, syndic des agents de change, a examiné, avec le procureur général, M. Bouchez, toute la comptabilité de M. Bex et, dès l'ouverture de la Bourse, la Compagnie des agents de change fit afficher sa déchéance en ajoutant que M. Edmond Moreau était nommé administrateur provisoire. De nombreuses plaintes ont été adressées au parquet du procureur par les clients indignés.

Après le premier examen auquel se sont livrés MM. Hart et Bouchez, on a tout lieu de penser que M. Bex n'est pas seul responsable des fautes commises. Certes, ses associés et ses employés sont tous indemnes, mais, en dehors du personnel de sa maison de change, il avait un ami sur lequel pèsent de graves soupçons et dont l'arrestation a été décidée lundi soir ; cet ami devrait, dit-on, plus d'un million à M. Bex.

Détail assez curieux : l'été dernier, pendant son séjour à Trouville, des bruits faucheux furent répandus sur le compte de M.

Bex. La compagnie des agents de change s'en émut, elle rappela M. Bex et celui-ci, quarante-huit heures après, livrait à l'examen de ses confrères des livres de caisse absolument réguliers.

Ses clients directs seront dédommagés par la compagnie des agents de change.

Un dernier détail : M. Frédéric Bex est célibataire ; il est âgé d'environ trente-cinq ans ; c'était le plus jeune agent de change du parquet. Très élégant et très brillant, très répandu dans le monde où l'on s'amuse, on le voyait presque toujours en compagnie d'une demi-mondaine très remarquée, M^{lle} R. de P.

(Figaro.)

INFORMATIONS

UN AVEU

Le *Sicéle* avoue une fois de plus que le pays est las de ce qui est, las des hommes qui tiennent la France entre leurs mains, las des choses que font ces hommes :

« Quand nous écrivons que ce pays cherche un maître, qu'il réclame un gouvernement, et un gouvernement assez fort pour unifier les partis et agglomérer la poussière législative, c'est que nous avons conscience de la légitime irritation qu'éprouve le pays de se trouver toujours en face de pouvoirs collectifs, anonymes, irresponsables. La nation se sent mal gouvernée, et quand elle cherche à qui s'en prendre, elle ne se rencontre qu'en présence d'assemblées à majorités éclatantes ou de ministères sans lendemain, qui tous se dérobent par une argumentation ou par une autre au châtiment mérité. »

Le réquisitoire est complet et, ma foi, nous n'avons à y ajouter qu'un mot :

A qui la faute ?

AVEUX DISSIMULÉS

On ne peut pas demander aux républicains d'avouer publiquement qu'ils se sentent perdus. C'est déjà beaucoup qu'ils le laissent entendre. A cet égard, les déclarations des principaux chefs du parti sont intéressantes à noter. C'est ainsi que M. Spuller écrit dans la *République française* :

« Si la République n'est pas menacée, l'esprit républicain, l'ordre républicain qui est la condition nécessaire de tout progrès politique et social, la liberté républicaine qui est désormais la seule atmosphère respirable de cette nation, le parti républicain, surtout, ce parti à qui la France avait donné sa confiance, tout cela est singulièrement menacé. Il ne faut plus fermer les yeux, et il est temps d'aviser. »

Dire que l'esprit, l'ordre, la liberté et le parti républicain sont menacés sérieusement et ajouter que la République elle-même ne court aucun danger, c'est se moquer de ses lecteurs ou faire en réalité le plus caractéristique des aveux.

PENSÉE DU JOUR

Cette année 1888 n'aura pas été bonne

plaider pour ce mur mitoyen dont vous avez remis le sort entre mes mains... adroites, j'ose le dire... et qui savent feuilleter les dossiers.

M. Deschamps se mit à rire d'une façon si retentissante que les poules qui picorèrent autour des deux interlocuteurs concurrent des inquiétudes et s'éloignèrent en caquetant.

— J'ai perdu mon procès ? dit-il... Ce n'est que cela ?... En tous cas il y a bien encore quelque petit recours, on le fera durer pour la grande gloire et le plus grand profit de la basoche... voici déjà deux ans qu'il traîne, d'ailleurs... Mais j'ai de quoi plaider, sans vendre la maison et mes beaux bœufs... Oh ! maître Arpingard, laissez moi rire... je croyais d'abord qu'il s'agissait... je ne sais trop de quoi, mais d'une affaire de première importance. Si vous ne me parlez que de ce petit procès, passons... j'ai vais vous mener dans mes granges, vous allez voir...

— Non mon ami, reprit Arpingard... je ne voudrais point vous enlever une joie, cependant le plaisir que vous prenez à me montrer cette belle propriété me fait mal.

— Je ne comprends plus.

— Vous allez comprendre : Vous m'avez confié, n'est-ce pas, le dossier de l'affaire du mur mitoyen, titres à l'appui de votre prétention, actes en bonne et due forme, tout cela est bien, mais...

— Mais, je n'ai fait que suivre un procès que

l'oncle Broc avait déjà entrepris ; vous savez bien que, lorsqu'il est mort, nous avons trouvé une assignation lancée...

— Parfait, parfait... C'est alors que vous avez porté chez moi ce dossier, dont je vous parle, et si vous pouviez douter que je me sois occupé attentivement de votre affaire, vous en auriez aujourd'hui la preuve, je pourrais dire accablante. Je n'ai pas laissé une feuille de ces papiers sans la prendre entre le pouce et l'index et y promener mes yeux, très bons encore sous leurs lunettes.

— Je n'en doute pas... mais...

— Or, en feuilletant, j'ai trouvé une pièce importante qui aura échappé à l'inventaire.

— A l'inventaire !

— Oui... reprit le cruel avoué, une pièce capitale, un testament de M. Broc, votre oncle.

M. Deschamps devint tout pâle.

— Un testament ! bégaya-t-il, mais l'oncle Broc est mort *ad intestat*, puisque moi qui suis son neveu, son seul neveu, son unique héritier naturel...

— Vous étiez dans l'erreur.

— Voyons, voyons, expliquons-nous, je ne comprends pas très bien... vous dites qu'à propos du mur mitoyen...

— ... En feuilletant le dossier...

— ... Vous avez trouvé...

— Un testament de l'oncle Broc, signé de lui et qui vous a désigné.

Un silence pénible suivit la brutale réplique de M^e Arpingard. Pendant un instant, M. Deschamps vit tourner autour de lui tous les beaux bâtements, si bien établis par ses soins avec les deniers de l'oncle. Granges, écuries, logis et servitudes, semblaient danser autour de lui une valse fantastique et ironique, pendant que M^e Arpingard le fixait de ses petits yeux clairs et scrutateurs.

— Eh bien, lui demanda M. Deschamps, que faut-il que je fasse ?

— Rapporter à la succession.

— Tout cela ?

Et M. Deschamps embrassait d'un geste circulaire toute sa magnifique exploitation agricole.

— Mais, reprit-il, essayant de se raccrocher aux branches, cette pièce trouvée dans mon dossier... me paraît étrange. Pourquoi serait-elle là, d'abord ?

— Oh ! un mauvais classement de papiers, une circonstance quelconque : l'oncle Broc étudiait cette affaire de mur mitoyen, quand la mort le surprit... enfin elle s'y trouvait et le lieu où l'on trouve un testament ne fait rien à l'affaire, et ne peut infirmer sa validité.

— Mais ce testament serait-il bien de la main de l'oncle Broc ? En êtes-vous certain ?

— Parfaitement.

— Je connais son écriture.

— Moi aussi, j'étais son avoué.

— Voyons, M^e Arpingard, vous êtes mon avoué à moi également, et dans votre opinion, puisque vous avez vu la pièce, pensez-vous qu'elle soit absolument à l'abri de tout soupçon... de captation, de folie, que sais-je ?

— Absolument à l'abri de toute contestation, reprit l'avoué.

— Et qui mon oncle Broc instituerait-il son héritier ?

(A suivre.)

Théâtre de Saumur

TOURNÉES LITTÉRAIRES PARISIENNES
LACLAINDIÈRE, Directeur.

MERCREDI 19 Décembre 1888

Avec le concours de
M. LACLAINDIÈRE, du Vaudeville ; M. LAUGIER, de l'Odéon ; M. BLANCHET, des Variétés ; M^{lle} BLANCHE JUNCK, des Variétés ; M^{lle} JANE GARCIA, du Gymnase ; M^{lle} MADELEINE VARNY, de l'Odéon.

UNE SEULE REPRÉSENTATION

PEPA

Comédie en 3 actes, de M. Henri MEILHAC, de l'Académie Française, et de M. Louis CANDERAX.

On commencera par

L'AUTOGRAPHE

Comédie en 1 acte, de M. H. MEILHAC.

Pour l'esprit républicain dans notre pays. Il est certain que cet esprit a fléchi.
(République française.)

On lit dans la Patrie :

« Nous avons publié ces jours derniers les désastreuses nouvelles que nous apportait du Tonkin le dernier transport d'Indo-Chine.

» Ce n'était pas tout.

» Pendant le traversée, vingt soldats sont morts à bord qu'on a dû jeter à la mer.

» Vingt jeunes gens partis en plein épanouissement de forces, jaloux de se bien battre, joyeux et confiants, mais que les miasmes ont épuisé et que l'Océan a fini par engloutir !

» C'est vingt cadavres de plus à ajouter sur la liste funèbre des victimes de Ferry.

» C'est en même temps la condamnation de l'aménagement déplorable des transports de l'Etat, et dans les conditions où s'effectuent ces voyages, pour des hommes déjà atteints de maladie, c'est miracle que le nombre des victimes ne soit pas encore plus considérable.

» Il y a de la place pour 300 hommes... On y en met 3,000.

» 3,000 que la chaleur suffocante et fétide suffrait à débilitier ; 3,000 qui crouissent dans le fumier et parmi lesquels les germes épidémiques, contractés au Tonkin, prennent, en pleine mer, un développement mortel.

» L'attention du gouvernement a été bien souvent appelée sur ces grossières déficiences de nos transports. Toute la presse conservatrice et des journaux républicains comme le Temps, les Débats, la Liberté, l'Intransigeant, se sont fait l'écho des plaintes des intéressés.

» Mais qu'importe à nos gouvernants la vie de vingt soldats, pourvu qu'ils économisent sur nos finances en détresse les quelques milliers de francs qu'exigerait la salubrité des paquebots ! »

Nous apprenons, dit la Cocarde, que M. de Freycinet vient de frapper le général de Galliffet de 30 jours d'arrêts de rigueur, pour avoir fait, sous le titre : La Pelisse, une publication non autorisée dans l'almanach de M. Roger de Beauvoir.

Nous publions plus loin cet article fort innocent, et nous faisons remarquer, en outre, que les arrêts du général n'ont pas dû commencer jeudi, puisqu'il était au nombre des convives qui ont pris part au grand dîner militaire, à l'Elysée.

A PANAMA

Le gouvernement français qui avait depuis longtemps résolu d'envoyer un bâtiment, le Duquesne, à Colon (Panama) pour parer à toute éventualité, a donné des instructions pour que ce bâtiment quitte la France le 22 courant.

Le gouvernement des Etats-Unis a également envoyé un bâtiment à Colon.

LE GROS LOT DE PANAMA

M^{me} Chardot, demeurant à Nancy, a gagné le lot de 500,000 fr. au dernier tirage du Panama.

Le Times ne doute pas qu'un canal interocéanique ne soit exécuté un jour ou l'autre. Les bénéfices qu'assurera le transit des navires par cette voie permettent d'être trop énormes pour que l'entreprise puisse être abandonnée.

La question, pour le Times, est de savoir si c'est le canal de M. de Lesseps ou celui du Nicaragua qui sera ouvert. Il est difficile, ajoute-t-il, de se prononcer dès maintenant. Mais de ces deux canaux, l'un ou l'autre sera réalisé sinon de nos jours, du moins par la prochaine génération. Dans tous les cas, les Anglais ont besoin de connées plus impartiales qu'il ne leur est permis de les attendre des promoteurs de l'un ou de l'autre projet, avant de prendre sur eux de trouver les millions nécessaires à la réalisation de l'œuvre.

Rappelons, à ce sujet, que le canal de Nicaragua avait été projeté, il y a bien 50 ans, par un ingénieur angevin, M. Myionnet.

CHRONIQUE LOCALE ET DE L'OUEST

Tribunal de Commerce de Saumur

Elections du 23 décembre 1888

Candidats

Président. — M. Eug. COUTARD, négociant en métaux, juge sortant.

Juges. — MM. ERNEST MIGNON, marchand de fer, juge suppléant sortant ; LOUIS VINSONNEAU, mercier.

Juges suppléants. — MM. STEPHANE MILON, libraire ; EDMOND CHAPIN, négociant en vins.

Nous rappelons à MM. les électeurs consulaires que les élections auront lieu dimanche prochain, le premier tour de scrutin n'ayant donné aucun résultat.

VÉTÉRINAIRES MILITAIRES

Par décision ministérielle du 16 décembre 1888, M. Charon, vétérinaire principal de 2^e classe, directeur du ressort vétérinaire, chargé de la direction du service et de l'enseignement vétérinaires à l'Ecole d'application de cavalerie, à Saumur, a été désigné pour passer au 2^e ressort vétérinaire, en remplacement de M. Servoles, mis en non-activité.

Par la même décision, M. Charon a été nommé membre de la section technique de la cavalerie (commission d'hygiène hippique).

CONFÉRENCES MILITAIRES

Le colonel Segaud, commandant le 135^e régiment d'infanterie, a l'honneur d'informer MM. les officiers de réserve du régiment que, conformément aux ordres de M. le général commandant la 48^e division d'infanterie, des conférences destinées aux officiers de la réserve et de l'armée territoriale seront faites dans la salle des écoles du 135^e, à la caserne Desjardins, à Angers, pendant l'hiver de 1889.

Ces conférences auront lieu chaque samedi à 8 heures du soir, à partir du 5 janvier prochain, et d'après le programme suivant :

FORTIFICATION

Première séance, 5 janvier ; deuxième séance, 12 janvier. — M. Pilzer, lieutenant au 135^e.

TOPOGRAPHIE

Première séance, 19 janvier ; deuxième séance, 26 janvier. — M. Vanègue, lieutenant au 135^e.

RÈGLEMENTS ET TACTIQUE DE L'INFANTERIE

Première séance, 2 février ; deuxième séance, 9 février ; troisième séance, 16 février ; quatrième séance, 23 février ; cinquième séance, 2 mars. — M. Bonamy, chef de bataillon au 135^e.

SERVICE EN CAMPAGNE

Première séance, 9 mars ; deuxième séance, 16 mars ; troisième séance, 23 mars ; quatrième séance, 30 mars. — M. Gillet, capitaine breveté au 135^e.

ADMINISTRATION DES CORPS DE TROUPE

Première séance, 6 avril ; deuxième séance, 13 avril ; troisième séance, 20 avril. — M. Descoings, lieutenant-adjoint au trésorier du 135^e.

Les officiers qui assisteront à ces conférences seront en uniforme (tenue du jour).

LE DISCOURS DE M^{re} FREPPEL

L'éloquent discours prononcé samedi, à la Chambre, par M^{re} Freppel, et dont nous n'avons pu donner qu'une pâle analyse, a produit, même sur les députés républicains, la plus vive impression. Cela n'a pas empêché, d'ailleurs, les sectaires de la majorité de voter ensuite contre les conclusions de ce discours, par esprit de parti et en haine de la religion. Il n'en est pas moins intéressant de constater le grand succès de tribune remporté par l'éminent évêque d'Angers dont la cause, — si elle ne pouvait triompher, au Palais-Bourbon, des préventions de la gauche, — est, en revanche, gagnée dès à présent devant le pays qui n'écoute pas la voix de la passion, mais celle du bon sens et de la vérité.

La République française elle-même, O Reinach ! qui l'eût cru, Gambetta, qui l'eût dit ? rend justice à l'éloquence de M^{re} Freppel. Elle commence ainsi son article :

« M. Freppel, particulièrement, a prononcé, en combattant la loi, un de ses meilleurs discours. Rarement il a été mieux inspiré, et si ses critiques restent peu fondées, on ne peut nier qu'il ne les ait présentées avec autant de vigueur que de clarté, de mesure que d'élévation... »

M. LE DÉPUTÉ RIVIÈRE

Notre compatriote M. Rivière, député d'Indre-et-Loire, a été pris hier matin, rue de Bourgogne, à Paris, d'une syncope.

Il est tombé sur le trottoir et s'est fendu le front.

Il en est résulté une hémorragie suivie d'évanouissement qui a nécessité son transport à son domicile particulier.

M. Rivière a reçu des soins immédiats qui ont eu promptement raison de l'épanchement de sang.

Aujourd'hui l'état de M. Rivière est très satisfaisant et ne présente aucun caractère inquiétant.

ANGERS. — Madame la Comtesse de Paris vient d'offrir une charmante statue de saint Louis, et S. A. R. la duchesse de Chartres une aquarelle artistique, qui est son œuvre, à la loterie des Sœurs de Charité d'Angers.

Les Sœurs de Charité et les orphelines qu'elles recueillent ont été expulsées par la municipalité de la maison qu'elles occupaient et où elles avaient déboursé des sommes importantes. On les a reléguées dans un immeuble délabré en leur attribuant une indemnité dérisoire pour les travaux de construction et d'arrangements faits dans la maison qu'elles quittaient et pour ceux qui étaient urgents dans la maison où on les envoie. C'est afin de parer aux réparations nécessaires pour loger les orphelines qu'une loterie a été organisée par les soins intelligents et dévoués de M. Oriolle, ancien conseiller municipal, et que les princesses de la Maison de France ont prêté leur charitable concours.

UN BON EXEMPLE

On lit dans l'Union de l'Ouest :

« Nos lecteurs savent que M. Demangeat, préfet du Morbihan, a fait saisir, le 27 novembre dernier, à Vannes, des portraits de Monsieur le Comte de Paris, distribués par le Petit Breton. Ce journal nous apprend aujourd'hui qu'à la suite d'une sommation restée infructueuse, notre collaborateur et ami M. de Rorthays, ancien préfet du Morbihan, directeur du Petit Breton, a fait citer M. Demangeat devant le tribunal civil de Vannes pour voir ordonner la restitution des exemplaires dûment saisis. Il est bon, croyons-nous, que cet exemple soit suivi, que partout où les agents de M. Floquet violeront les droits ou porteront atteinte à la propriété de nos amis, on ne se contente pas d'une protestation platonique et que l'on défère aux tribunaux le jugement de pareils actes. »

LES DINERS FLEURIS

Connaissez-vous les diners fleuris ? Non. Eh bien, voici ce que dit la Revue d'Horticulture belge de cette gracieuse innovation :

« Au lieu d'avoir à signaler à chaque cavalier le nom de sa dame, que parfois il ne connaît même pas ; au lieu d'obliger chaque couple à chercher péniblement ses deux places, on donne à chaque invité, au moment de son entrée, une fleur qu'il arbore à sa boutonnière. Cette fleur, il la retrouve au corsage de la dame qu'il doit mener à table, et plus n'est besoin qu'on lui indique sa voisine. La place de l'un et l'autre est désignée par un bouquet des mêmes fleurs placées entre les couverts. »

N'est-ce pas charmant ? Cela repose un peu des tristesses de la politique.

HISTOIRE D'UNE PELISSE

Dans les derniers jours de l'année 1854, M. Geiger, le culottier en vogue, voyait entrer chez lui un de ses clients.

— Mon cher Geiger, lui dit-il, je pars pour la Crimée faire une visite à mon beau-frère, officier dans l'armée qui assiège Sébastopol. Il fait un froid de chien à-bas, je veux lui apporter une pelisse bien fourrée ; faites-en deux, l'autre sera pour moi. Nous avons, mon beau-frère et moi, la même taille. Je pars demain ; vous emballerez les pelisses et m'enverrez la caisse chez

moi, demain soir, avant 7 heures, dernier délai.

Quinze jours plus tard, l'officier apprenait que son parent était en rade de Kamiesch.

Obtenir l'aveu du général de Cissey, galoper jusqu'à Kamiesch et escalader le bord, ce ne fut pas long.

Après mainte accolade, la caisse fut ouverte, l'officier prit au hasard l'une des deux pelisses, l'attacha sur le devant de sa selle et regagna son quartier.

A cette époque, la France n'avait pas encore commencé l'envoi de ses dons nationaux ; cette pelisse, qui tombait au milieu des loques dont nos officiers étaient couverts, prit les proportions d'un événement. Elle fut tournée et retournée entre les mains de tous, puis endossée par son heureux propriétaire.

En mettant sa main dans les poches de la pelisse, l'officier sentit qu'un papier avait été cousu dans l'intérieur. Il le retira avec précaution, et lut ce qui suit :

« Cette pelisse est destinée à l'un des officiers de notre brave armée d'Orient. Qu'elle lui porte bonheur ! deux jeunes femmes y ont travaillé pendant la journée du... et la nuit du... Elles l'accompagnent de tous leurs vœux ! »

Aucune signature.

L'auditeur fut ému jusqu'aux larmes de ce témoignage d'une sympathie qui s'adressait à toute l'armée.

Dans les derniers mois de 1855, le sous-lieutenant rentrait en France, tout entier cité et décoré. Il voulut remercier celles qui lui avaient porté bonheur. Ce fut impossible : elles persistèrent à garder l'incognito.

Leurs vœux accompagnent encore le jeune officier de l'armée d'Orient, car il est aujourd'hui général de division et grand-croix de la Légion d'honneur. Il se rappelle toujours avec une vive émotion ce charmant épisode de sa jeunesse.

Général DE GALLIFFET.

BULLETIN FINANCIER.

Paris, 18 décembre.

Le marché présente une activité qui contraste avec le calme des Bourses précédentes. Le 3 0/0 est demandé à 83.85 ; le 4 1/2 0/0 est à 103.90.

Le Crédit Foncier se négocie couramment à 1,365. Les obligations foncières et communales à lots ont toujours une nombreuse clientèle parmi le nombreux public qui tout en recherchant des chances de lots ne veut pas se priver d'un revenu raisonnable.

La Société Générale s'inscrit à 462.50. Le marché de ce titre s'anime peu à peu.

La Banque de Paris reprend à 872.50. Un coupon de 20 fr. à valoir sur le dividende de l'exercice en cours sera mis en paiement à partir du 2 janvier.

Les valeurs de Panama remontent avec assez de vigueur. Les intérêts paraissent du reste disposés à défendre énergiquement l'entreprise ; dans ce but, un grand nombre de porteurs adhèrent aux stipulations suivantes : ajournement du paiement des coupons jusqu'à l'ouverture du canal ; paiement, après l'ouverture du canal, des coupons jusqu'à concurrence de l'excédent des produits nets restant libres après le service des charges et des emprunts nouveaux ; souscription aux obligations à lots, ainsi privilégiées, au prix de 360 fr. Ces conditions rencontrent de nombreux adhérents.

Les obligations des Immeubles sont très recherchées ; tous les titres sont remboursables à 1,000 francs, ce qui constitue un véritable lot.

Demandes très suivies sur les actions et obligations de nos grandes Compagnies de chemins de fer.

Grand Théâtre d'Angers.

Jeudi 20 et Samedi 22 décembre
Hamlet, grand opéra.

Conséquences de l'hiver

Les mauvais jours de l'hiver obligent l'homme à une vie plus sédentaire, jettent une grande perturbation dans l'organisme ; on éprouve maux de tête, névralgies, migraines ; on est congestionné, il y a embarras d'estomac et d'intestins. Dans ces cas, nous ne saurions trop vous engager à faire usage des Pilules Gicquel, si souveraines contre la constipation, la bile et les glaires ; vous empêchez ainsi les humeurs de se fixer sur les articulations, et vous évitez : douleurs, goutte, rhumatismes. Dans toutes les pharmacies vous pouvez vous procurer les Pilules Gicquel aux prix de 1 fr. 50 la boîte.

LISEZ
LE TRIBOULET

PAUL GODDET, propriétaire-gérant.

Etude de M^e LE BARON, notaire à Saumur.

A VENDRE

A l'amiable

En totalité ou par lots, au gré des acquéreurs

LA FERME

DU

VERGER - SOREAU

Située commune de Saint-Lambert-des-Levés,

Contenant 13 hectares 30 ares
Exploitée par les époux François TESSIER.

S'adresser à M. GIRARD; expert-géomètre à Saumur, rue Dacier, 28, ou à M^e LE BARON, notaire.

Etude de M^e GAUTIER, notaire à Saumur.

A VENDRE

PAR ADJUDICATION,

En l'étude et par le ministère de M^e GAUTIER, notaire,

Le DIMANCHE 23 Décembre 1888, à midi

UNE MAISON

Située au Pont-Foucharde, commune de Bagneux,

Ayant appartenu à M. RAIMBAULT, Sur la mise à prix de 8,500 fr.

On pourra traiter, avant l'adjudication, en s'adressant à M^e GAUTIER, notaire.

Etude de M^e DENIEAU, notaire à Allonnes.

A VENDRE

à l'amiable,

1^{re}. La MÉTAIRIE DE L'ANERIE, située commune d'Allonnes, consistant en bâtiments d'habitation et d'exploitation, terres labourables, vignes, prés et bois taillis, et contenant environ vingt hectares.

2^{me}. La MÉTAIRIE DE L'AUNAY, située en la commune d'Allonnes et par extension commune de Neuillé, comprenant bâtiments d'habitation et d'exploitation, terres, vignes, prés, bois taillis et landes; le tout d'une contenance d'environ trente-deux hectares.

3^{me}. La MÉTAIRIE ET MOULIN DU PETIT-MOULIN DU BELLAY, commune d'Allonnes, comprenant bâtiments de l'usine, bâtiments d'habitation et d'exploitation, terres et prés, d'une contenance de dix hectares environ.

Pour tous renseignements, s'adresser audit M^e DENIEAU, notaire à Allonnes.

Etude de M^e LECOMPTE, notaire à Brézé (Maine-et-Loire).

A VENDRE

Belle Maison de Campagne

Située à Saint-Cyr-en-Bourg, à cent mètres de la gare.

Jardin potager, clos de vigne, vastes caves.

S'adresser à M^e LECOMPTE.

Etude de M^e BENARDEAU, notaire à Vernouil.

A VENDRE

PAR ADJUDICATION

En l'étude de M^e BENARDEAU, notaire à Vernouil,

Le Dimanche 23 décembre, à 4 heures de l'après-midi,

UNE BELLE MAISON, située au bourg de Vernouil, jardin devant avec bassin, cour, servitudes derrière, le tout contenant 21 ares 27 centiares.

Pour tous renseignements, s'adresser audit notaire.

A LOUER

De suite ou pour Noël 1888

LE SECOND ÉTAGE

D'UNE MAISON

Sise à Saumur, rue de la Comédie, n° 23,

Avec cave, mansardes et grenier.

S'adresser, pour renseignements et traiter, à M^e LE RAY, avoué à Saumur, rue du Marché-Noir, n° 12.

A Louer présentement

UNE

JOLIE PETITE MAISON

Rue du Marché-Noir.

S'adresser à M. Raymond GIRARD, rue Dacier, 24, Saumur.

CIDRES

De Bretagne et de Normandie

M^{me} ROUSSEAU prévient sa nombreuse clientèle qu'on lui envoie des pommes à cidre des meilleures contrées de Bretagne et de Normandie.

Désormais, elle fera fabriquer elle-même le cidre qu'elle livre à la consommation, rue de Rouen, n° 21.

Le prix est toujours de 30 fr. On trouvera aussi des cidres de 1^{er} choix pour mettre en bouteilles.

QUINCAILLERIE

ROLLAND Frères

5, rue d'Orléans

SAUMUR

Cuisinières; poêles; Salamandres à feu visible; Bourrelets pour portes; Paille de fer, la paquet, 50 cent.

ACCORDS ET RÉPARATIONS DE PIANOS

Alfred PERRY

ACCORDEUR - ÉGALISEUR

A Montreuil-Bellay,

Représentant de la maison OURY, de Paris.

Accords, réparations, vente de pianos neufs et d'occasion.

S'adresser au bureau du journal.

MAGASINS DE PIANOS ET DE MUSIQUE

Maison G. FISCHER, fondée en 1846, Place Bilange, Saumur PILLET-BERSOULLÉ, Succ^r

Accordeur - Égaliseur de la Maison PLEYEL. — Fournisseur de l'École de Cavalerie.

M. PILLET a l'honneur de vous informer qu'en sa qualité de représentant de la Maison PLEYEL, il pourra vous offrir un grand choix de pianos neufs et d'occasion, de tous facteurs, à des prix défiant toute concurrence.

Vous trouverez également des harmoniums et des instruments de toutes sortes, ainsi que 500 partitions à choisir pour les abonnés à la lecture musicale.

Grand choix de musique pour vente et location.

Accords, réparations, échanges et locations de pianos.

MAISON DE CONFIANCE

PINCE-NEZ

LUCIEN CERF

Ne tombant jamais du Nez

Ce pince-nez est plus fixe que les lunettes. Il tient sur tous les nez, ne glisse jamais.

VENDU PARTOUT 7 FR. PRIX: 4 FR.

Seule maison autorisée pour la vente du PINCE-NEZ-LUCIEN CERF, chez M. Em. ROCHEREAU, horloger-bijoutier, 1, rue du Marché-Noir, Saumur.

M^{me} MARTIN donne des Leçons d'anglais et de français, rue du Portail-Louis, 54.

Direction Générale de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

VENTE

D'Objets Mobiliers

HORS DE SERVICE

Provenant du Ministère de la guerre.

Le SAMEDI 22 décembre 1888, à une heure de l'après-midi, dans la cour des bureaux du Génie et à l'Arçonnerie de Saumur, il sera procédé, en présence de M. le Sous-Intendant militaire, à la vente aux enchères publiques des objets hors de service ci-après désignés, provenant tant de l'École de cavalerie que de la 5^e compagnie de remonte et des services du Génie et de l'Arçonnerie, à Saumur, savoir :

42 selles, 70 paires de bottes, 20 couvertures de cheval, 20 vestes ou vareuses, 841 grammes de galons d'or et d'argent, pantalons, képis, schakos, calottes, linges, vieilles étoffes, papiers divers, outils et ustensiles de toute sorte, 2.115 kilog. de débris de cuirs, 80 mètres cubes de bois de chauffage, bois d'arçons, métaux divers, etc., etc.
5 0/0 en sus du prix, pour divers frais.

Le Receveur des Domaines,
L. PALUSTRE.

ETRENNES DE 1889

Épicerie Parisienne

M^{on} IMBERT ET FILS

33, rue d'Orléans, et rue Dacier, 38

Rayon spécial de Confiserie

Dragées, Pralines, Fondants, Bonbons de chocolat à la crème, praliné, etc. Assortiment recommandé à 1 fr. 80 le 1/2 kilog., défiant à qualité égale toute concurrence.

Coffrets et Cartonages riches, Laques, Porcelaines, Vannerie fine, modèles les plus nouveaux.

Vins fins. Spiritueux, Liqueurs.

ÉPICERIE CENTRALE

28 et 30, rue Saint-Jean

G. DOUESNEL

P. ANDRIEUX, Succ^r.

CHOCOLATS FÉLIX POTIN

Escompte 5 0/0 par 5 kil. depuis le n° 3.

CAFÉS GRILLÉS

Escompte 3 0/0 sur 2 kil. 500.

VENTE ET LOCATION DE PIANOS

HENRI EICHE

Représentant de la maison GAVEAU

8, rue Saint-Jean, Saumur.

M. HENRI EICHE a l'honneur d'informer sa clientèle qu'elle trouvera dans ses Magasins les pianos des Facteurs les plus en renom, au même prix qu'à Paris (transport compris).

Locations, échanges, accords, réparations, musique et partitions aux conditions les plus avantageuses.

Saumur, imprimerie de PAUL GODET.

LA VELOUTINE

Poudre de Riz spéciale préparée au bismuth, par conséquent d'une action salutaire sur la peau

ADHÉRENTE & INVISIBLE

Elle donne au teint une beauté et une fraîcheur naturelles

Se défier des Imitations

et Contrefaçons

CH. FAY, inventeur

9, Rue de la Paix, PARIS

Jugement du Tribunal civil

de la Seine du 8 Mai 1875

COURS DE LA BOURSE DE PARIS DU 18 DÉCEMBRE.

Valeurs au comptant			Valeurs au comptant			Valeurs au comptant			Valeurs au comptant		
	Clôture précé ^{de}	Dernier cours.		Clôture précé ^{de}	Dernier cours.		Clôture précé ^{de}	Dernier cours.		Clôture précé ^{de}	Dernier cours.
3 %	82 15	82 45	Est	785	788 75	OBLIGATIONS.			Gaz parisien	522	523
3 % amortissable	86	86 35	Paris-Lyon-Méditerranée	1275	1270	Ville de Paris, oblig. 1855-1860	526	525	Est	385	385
3 % (nouveau)	—	—	Midi	1175	1170	— 1865, 4 %	521	520	Midi	404	403
4 1/2 % (nouveau)	103 75	103 75	Nord	1620	1625	— 1871, 3 %	406	403 50	Nord	414	416
Obligations du Trésor	507	510	Orléans	1325	1328 75	— 1875, 4 %	398	400	Orléans	405 50	403 25
Banque de France	3930	3940	Ouest	904 25	906 25	— 1876, 4 %	517 40	514 50	Ouest	401 75	402
Société Générale	460	460	Compagnie parisienne du Gaz	1417 50	1420	Bons de liquid. Ville de Paris	513	513	Paris-Lyon-Méditerranée	404	404 25
Comptoir d'escompte	1027 50	1027 50	Canal de Suez	2180	2182 50	Obligations communales 1879	474 75	474 75	Paris-Bourbonnais	398 50	399 25
Crédit Lyonnais	610	605	C. gén. Transatlantique	564	567 50	Obligat. foncières 1879 3 %	474	473 50	Canal de Suez	587	588
Crédit Foncier, act. 500 fr.	1365	1365	Russe 5 0/0 1870	102 90	102 90	Obligat. foncières 1 83 3/4 %	391	391	Panama 6 0/0	92 50	130
Crédit mobilier	440	445									
Canal Inter. - Panama	100	112 50									

L'EAU DE SUEZ

(VACCINE DE LA BOUCHE) est le SEUL et UNIQUE Dentifrice INSTANTANÉMENT et pour TOUJOURS les

MAUX DE DENTS

ET PAR CONSÉQUENT L'EXTRACTION L'AURIFICATION

DEPOTS: Dans les principales Maisons de Pharmacie, Parfumerie, etc. — Brochure explicative envoyée franco sur demande. — Adresse de M. SUEZ, 6, Rue Frony (Pare-Nonceau), PARIS

Vu par nous, Maire de Saumur, pour légalisation de la signature de M. Godet.

Hôtel-de-Ville de Saumur 188

LE MAIRE

Certifié par l'imprimeur soussigné.